



LIVRET DE CONTRIBUTIONS

CONGRÈS DU **MOUVEMENT DÉMOCRATE**
BLOIS 23 ET 24 MARS 2024



LIVRET DE CONTRIBUTIONS

CONGRÈS DU MOUVEMENT DÉMOCRATE
BLOIS 23 ET 24 MARS 2024

INTRODUCTION

EN QUOI CROYONS-NOUS ?

Par François Bayrou

Jamais, depuis un demi-siècle, l'avenir n'est apparu si lourd de menaces. Jamais, depuis des décennies, nos sociétés, occidentales, européennes et par voie de conséquence notre société française elle-même, n'ont eu à affronter des risques aussi impressionnants.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine le 24 février 2022 a marqué un basculement du monde, l'ensemble des États-continentes et des moindres puissances politiques abandonnant les règles du Droit et le respect des droits des nations pour entrer délibérément dans l'univers de la loi du plus fort, du plus violent, du plus cynique.

Cette agression délibérée a déclenché une série d'explosions en chaîne et de conséquences dans nos fragiles univers, déséquilibres géopolitiques, nouvelle assurance des dictateurs, crise énergétique, inflation, tentative de prise de contrôle, partout sur la planète les tremblements de terre se propagent.

Et notre pays lui-même doit affronter cette tempête qui vient aggraver un certain nombre de ses difficultés.

Notre congrès de Blois, en ce printemps 2024, est l'occasion et le moment de rassembler nos idées et de formuler nos convictions, avec les cadres de notre mouvement et avec nos alliés. Car nous sentons bien que ce qui est désormais en jeu, ce ne sont pas des jeux de pouvoir mais l'engagement fondamental, celui de nos raisons de vivre.

Nous regarderons sans timidité le redressement auquel nous avons contribué depuis 2017, dans la suite de l'élection du Président de la République, Emmanuel Macron, par l'action des gouvernements auxquels nous avons participé, et des majorités parlementaires que nous avons constituées. Mais nous regardons aussi lucidement nos faiblesses nationales. Devant aucune d'entre elles, nous n'avons l'intention de baisser les bras. À chacune d'entre elles, nous opposerons une stratégie de reconstruction.

C'est une vaste entreprise politique, elle demande un immense effort qui exige de l'imagination et de l'optimisme.

Mais sa cohérence ne vient que de la solidité du bloc de convictions que depuis un siècle, nous portons dans la vie démocratique de notre nation.

Et ces convictions méritent elles aussi que nous nous y référiions.

Ce que nous défendons inlassablement, c'est l'humanisme et la démocratie.

Nous fêtons en 2024 les cent ans de la constitution de notre famille de pensée en parti politique.

Du Parti Démocrate Populaire (1924) au Mouvement Démocrate, il y a bien la même intuition : un projet de société qui est aussi un projet de citoyenneté.

La vie des personnes ne s'épanouit et ne prend son sens que dans une authentique adhésion et une authentique association à la vie des communautés auxquelles elles appartiennent.

Ces communautés ne sont pas seulement des lieux où se déroule notre vie et dont nous dépendons. Nous en sommes partie prenante et acteurs, et à ce titre devons être informés et engagés. C'est vrai pour la famille, pour l'entreprise, pour les associations et pour les communautés civiques dont nous ne sommes pas sujets, mais responsables.

Lorsque nous créons le MoDem en 2007, à un moment où il s'agit d'affirmer un projet de société, nous ne nous définissons pas entre la droite et la gauche : nous proposons cette vision du centre qui ne croit pas seulement dans la vertu de la modération et du compromis mais qui est en mouvement, dynamique, responsable d'un monde en construction que nous sommes appelés à vouloir et à façonner.

C'est la définition même de Marc Sangnier : « la démocratie est l'organisation sociale qui porte au maximum la conscience et la responsabilité des citoyens ». C'est un projet, c'est-à-dire une vision tournée vers l'avenir, qui affronte les yeux ouverts les risques et les menaces, et qui prend en charge la part, selon nous indispensable, d'idéal et de volonté.

L'idée du centre, qui refuse tout simplisme, en particulier toute bipolarisation, est inséparable de l'idée de pluralisme.

Nous considérons qu'en démocratie, telle que nous la concevons, la confrontation des idées et des sensibilités est non seulement souhaitable mais nécessaire. Ce qui exige, par voie de conséquence, un double et symétrique mouvement de reconnaissance à l'égard de nos adversaires et concurrents : nous reconnaissons leur légitimité à ne pas penser comme nous, et nous attendons aussi qu'ils considèrent et prennent en compte notre vision du monde.

Au fondement de notre démarche philosophique et civique, il y a l'héritage humaniste. L'humanisme chrétien, l'humanisme laïque, l'humanisme libéral, l'humanisme écologique, ont apporté tour à tour et ensemble leur enrichissement.

Face à tous ceux qui nient la prééminence du Droit et des libertés, face à tous ceux qui choisissent la loi de la force et la violence, qui veulent écraser les différents et les dissidents, nous défendons l'irréductible droit à la pensée libre, à l'esprit critique, à la conviction religieuse ou philosophique, le droit de croire et le droit de ne pas croire. Nous défendons le droit d'être reconnus, respectés, le droit et le devoir de compréhension mutuelle.

C'est particulièrement vrai dans le rapport entre les Nations et les États, les cultures et les traditions. C'est pourquoi le combat européen est, depuis le premier jour, le combat fondateur de notre courant démocratique. Le projet européen propose aux nations de notre continent, relevant de la même civilisation, de regrouper leurs forces pour affronter ensemble les défis et les menaces. C'est notre survie qui est en jeu, avec nos chances de projection et de promotion dans l'avenir.

Il n'y a pas que les idées. Le Mouvement Démocrate, c'est d'abord un tempérament bien trempé, libre, qui résiste aux étiquettes. C'est le refus du sectarisme et de l'esprit partisan. C'est le refus de la loi du plus fort, y compris dans le fonctionnement de la démocratie. C'est l'affirmation d'un caractère, le choix de la coopération et le refus de la soumission.

L'histoire de notre mouvement témoigne d'une cohérence sur les grands enjeux, avec des constantes claires : la démocratie, l'esprit de pluralisme, le goût de la délibération, le refus des clivages stériles, la modération.

Il est une exigence qui sous-tend ces choix : dans le triptyque des valeurs républicaines, nous sommes le parti de la fraternité, la seule des trois vertus de notre devise nationale qui ne se conçoive

pas sans les deux autres. Car on peut imaginer la liberté sans l'égalité, on peut penser l'égalité sans liberté. Mais il n'y a pas de fraternité sans liberté mutuellement reconnue, de même qu'il n'y a pas de fraternité sans l'égalité qui met tous nos semblables et nos concitoyens au même degré de dignité.

Et on ne peut pas imaginer la fraternité sans solidarité. La solidarité ne se paie pas de mots. Elle exige des moyens concrets. Le développement, le dynamisme, la créativité qui sont au cœur de l'économie de liberté, sont la garantie que la solidarité peut être efficace. Ces vertus sont la condition de la défense et de la promotion de ceux qui apparaissent à certains moments comme les plus faibles et les plus fragiles. Les valeurs de solidarité donnent leur sens à la croissance et au progrès.

Jamais, depuis plus d'un demi-siècle, notre monde n'a été l'objet de tant de menaces. La force brutale est redevenue l'arme des dictateurs et des tyrannies. Les pays de liberté et de démocratie se retrouvent confrontés à des risques purement et simplement vitaux.

Du défi de la guerre de conquête et d'annexion au défi climatique et technologique, les menaces se font désormais mondiales et planétaires.

Nous sommes à un point de bascule, c'est le moment où se révèlent les caractères et les valeurs fortes, où l'esprit de résistance doit être le meilleur allié de ceux qui ont choisi de construire.

François Bayrou

TABLE DES MATIÈRES

1. LA SOUVERAINETÉ, BUT ET MOYEN DE L'ACTION POLITIQUE	P. 8
A. Une économie au service de tous	p. 9
<i>Entreprendre</i>	p. 9
<i>Le numérique et l'innovation comme moteur de l'économie</i>	p. 12
<i>Financer l'économie</i>	p. 13
<i>Bien vivre de son travail</i>	p. 14
<i>La culture comme levier d'émancipation et outil de développement économique</i>	p. 14
B. Une Europe puissance qui profite à tous	p. 15
C. Une voix forte dans le monde	p. 18
2. AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT	P. 20
A. Transformer l'économie : faire d'une nécessité une opportunité	p. 21
B. Énergie, un modèle décarboné et durable	p. 22
C. Le logement, un enjeu immédiat	p. 22
D. La mobilité, un enjeu au service d'un meilleur équilibre territorial	p. 23
E. La nature comme patrimoine	p. 24
3. ÉDUCATION : TRANSMETTRE, POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES	P. 26
A. L'École de la réussite	p. 27
B. Préparer l'avenir	p. 28
<i>Enseignement supérieur et recherche</i>	p. 28
<i>L'apprentissage, la clef pour l'emploi</i>	p. 30
4. LA SOLIDARITÉ, NOTRE MODÈLE SOCIAL	P. 32
A. Protéger les enfants et accompagner les familles	p. 33
B. Changer le regard de la société sur le handicap	p. 33
C. Santé : prévenir, accompagner, guérir	p. 34
D. Répondre au défi démographique	p. 36
E. Une fiscalité juste	p. 37
5. UNE FRANCE HUMANISTE	P. 38
A. Une démocratie renforcée, une République solide	p. 39
<i>Retrouver la confiance entre citoyens et élus</i>	p. 39
<i>Associer les citoyens</i>	p. 40
<i>Renforcer la démocratie attaquée</i>	p. 40
<i>Redonner sa place à la gouvernance locale</i>	p. 41
B. Vivre en société	p. 42
<i>Justice et sécurité : protéger et défendre les droits de tous</i>	p. 42
<i>Un soutien aux corps intermédiaires</i>	p. 42
<i>Une France riche de ses identités régionales</i>	p. 42

1 LA SOUVERAINETÉ, BUT ET MOYEN DE L'ACTION POLITIQUE

A. UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE TOUS

Depuis 50 ans, le commerce extérieur français est en berne et ce phénomène s'est aggravé au cours des vingt dernières années. En raison de carences anciennes, de choix politiques et économiques erronés et d'un manque d'ambition, la France n'est pas assez productive, malgré les efforts de ces sept dernières années. Au moment où les écarts de richesse se creusent partout dans le monde, que les effets du réchauffement climatique deviennent une réalité sur toute la surface de la planète, nous devons faire évoluer notre modèle économique.

ENTREPRENDRE

Produire en France et en Europe, c'est retrouver notre capacité à innover, inventer, conquérir de nouveaux marchés et renforcer notre indépendance. De surcroît, c'est la seule manière de financer une de nos richesses, une de nos singularités : notre modèle social, fondement de notre pacte social.

C'est une reprise en main dont nous avons besoin, une stratégie de reconquête de notre politique économique. En ne produisant pas ou plus, notre pays s'endette et ne peut plus financer les mécanismes de notre solidarité nationale d'une part, et perd le savoir-faire d'autre part.

La part de l'industrie dans notre PIB représente 12 %, quand elle est de 18 % pour l'Italie et 25 % pour l'Allemagne. Ce n'est donc pas un problème européen ou occidental, qui ferait du transfert de la production vers l'Orient une fatalité. C'est un manque de vision politique. Si notre appareil productif n'est pas en mesure de répondre à la demande de ces besoins stratégiques, alors la souveraineté de la France est mise à mal.

Plusieurs outils existent, comme la stimulation de la compétitivité via la fiscalité. Toutefois, l'État stratège doit faire le constat des forces et faiblesses de notre appareil productif et cibler en priorité là où un seuil compétitif à l'international peut être atteint. En ce sens, l'expertise française en matière de numérique et en particulier quant à l'intelligence artificielle, est une opportunité qui doit être saisie.

La France a, malgré ses atouts majeurs (elle est notamment riche de grands groupes internationaux), un déficit de nombre et de puissance de ses PME et ETI, en comparaison avec ses grands compétiteurs européens (Allemagne, Italie...) et mondiaux.

Un véritable changement d'état d'esprit est nécessaire pour encourager et accompagner la création et le dynamisme entrepreneurial. Promouvoir son tissu d'entreprises à tailles intermédiaires est une nécessité pour garantir durablement son dynamisme économique, sa capacité à créer et à partager de la valeur, et sa souveraineté.

PROPOSITIONS
VILLAGE
COMMERCE
& ENTREPRISES

Favoriser l'implantation de nouvelles usines en France en faisant des pouvoirs publics des catalyseurs/facilitateurs de volonté, et non des « empêcheurs » d'agir à travers, par exemple, la nomination de sous-préfets « investissement et compétitivité ».

Renforcer l'accompagnement social et la protection juridique de l'entrepreneur. Aujourd'hui un auto-entrepreneur ne peut pas louer un appartement, en raison de son statut précaire. Pour créer des PME et des ETI, nous avons besoin d'entrepreneurs en confiance. Il faut donc les aider à mettre le « pied à l'étrier » en les aidant à oser.

Agriculture : une nécessaire souveraineté alimentaire

Défendre notre modèle agricole et nos paysans, c'est permettre aux Français de manger sainement et à notre pays de conserver sa souveraineté alimentaire.

Notre vision de l'agriculture, c'est de permettre à chaque agriculteur de vivre dignement des fruits de son travail, et en même temps de redonner du sens à la question de l'alimentation dans notre société, de permettre à tous de pouvoir avoir accès à une alimentation équilibrée, de qualité et de proximité.

La capacité de satisfaire les besoins alimentaires de la population est une des principales responsabilités de l'État. Notre capacité productive agricole est la première d'Europe. Ce que nous ne produisons pas, nous pouvons l'importer mais il est surprenant de devoir importer ce que nous sommes en capacité de produire. C'est particulièrement vrai pour les produits agroalimentaires transformés : nous exportons un produit brut et nous réimportons à grands coûts les produits transformés alors que nous pourrions produire nous-mêmes.

Malgré ses succès, notre modèle agricole est en péril. En 2030, 50 % des agriculteurs auront atteint l'âge de la retraite. Il faut rendre attractifs les métiers d'agriculteurs en leur proposant un parcours à l'installation rassurant et fondé sur un projet économique pérenne et agroécologique résilient. Aujourd'hui, il faut créer des opportunités pour accélérer les transitions et différents leviers doivent être mobilisés. Il faut garantir que chaque mesure mise en place permette de favoriser des installations humainement, économiquement et écologiquement viables. Le renouvellement des générations doit être orienté vers les secteurs stratégiques qui assurent notre souveraineté alimentaire.

La formation, l'accès au foncier et le développement de filières spécifiques pour nos consommateurs sont les axes majeurs de cette stratégie.

C'est également à chaque citoyen de prendre sa part dans un modèle de consommation qui ne doit plus être uniquement guidé par « le prix le plus bas ». Pour l'y aider, il est nécessaire d'améliorer la transparence de l'information, l'éducation aux bonnes pratiques et de renforcer les contrôles pour lutter contre les abus et renforcer la confiance.

PROPOSITIONS
VILLAGE
AGRICULTURE
& ALIMENTATION

Maîtriser et réduire les agrandissements excessifs et assurer des créations d'exploitations capables de résister aux enjeux économiques et climatiques

Réviser les schémas départementaux des structures en favorisant l'installation et l'emploi, la valeur ajoutée.

Contrôler le travail à façon intégral qui contourne le statut du fermage favorise les sociétés de pseudo exploitants souvent pluriactifs et les entreprises de travaux agricoles.

Contrôler l'acquisition du foncier par des sociétés détenues par des fonds étrangers hors Union européenne.

Associer les collectivités territoriales à la mise en place de politiques foncières et alimentaires locales.

Reconquérir les zones en déprises

Développer le stockage temporaire du foncier (Safer, collectivités, État), les espaces test agricoles en lien avec les lycées agricoles et les Safer, et le droit à l'essai.

Simplifier la procédure des terres incultes et permettre aux Safer ou aux collectivités locales de les louer à de nouveaux exploitants.

PROPOSITIONS
VILLAGE
COMMERCE
& ENTREPRISES

S'inspirer des excellentes pratiques scandinaves en matière de chaîne de valeur par filière

Favoriser des relations fournisseurs-donneurs d'ordre de long terme (« gagnant-gagnant ») plutôt que court-terme (au « moins-disant »).

À chaque maillon de la chaîne alimentaire sa juste part de valeur

Profiter de la nouvelle mouture de la loi Egalim pour favoriser les accords tripartites entre producteurs, transformateurs, et distributeurs avec une démarche pluriannuelle contractualisée gagnant/gagnant.

FOCUS SUR...

Les orientations économiques que nous soutenons depuis sept ans permettent aujourd'hui la relocalisation d'entreprises sur notre territoire. Mais nous devons aussi leur permettre de se développer (recherche, financement) et de se protéger (brevets, maîtrise des process et données) comme nous le faisons avec France 2030.

Pour que nos paysans puissent vivre des fruits de leur travail, nous avons adopté des dispositifs dans le cadre des lois Egalim pour obliger les distributeurs et les transformateurs à les rémunérer correctement.

Nous avons également commencé, avec notre ministre Marc Fesneau, un travail de simplification primordial pour leur redonner des marges de manœuvres.

LE NUMÉRIQUE ET L'INNOVATION COMME MOTEUR DE L'ÉCONOMIE

L'enjeu numérique est aujourd'hui incontournable et transversal. Le numérique, les « data » et les algorithmes sont partout et en constante et rapide évolution. Le monde numérique bouleverse les représentations classiques de l'espace et du temps, nous insistons avec force sur la nécessité d'établir dans l'univers numérique la responsabilité et la justice.

La France et l'Europe ont acquis un certain retard sur ses partenaires alors qu'elles disposent de puissants atouts, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle. Nous devons reprendre la main. L'intelligence artificielle est en voie de transformer pratiquement tous les aspects de notre vie. Elle est l'occasion de libérer un potentiel exceptionnel pour l'innovation et la créativité, l'automatisation et la productivité, et la simplification et la personnalisation de services améliorés. Cette révolution numérique s'accompagne de défis à relever, en particulier en matière d'éthique, de protection de la vie privée et des données, mais également en termes d'impact sur l'évolution de l'emploi et des transformations sociales induites par cette mutation.

En complément à l'IA, les technologies de la blockchain et de l'informatique quantique offrent d'immenses potentialités qui peuvent trouver des applications multiples dans l'administration comme dans l'entreprise. Rapidité des calculs, sécurité des transactions et des échanges, traçabilité, automatisation, etc., ces technologies ouvrent la voie à un potentiel de décentralisation et de désintermédiation considérable, si elles sont convenablement régulées.

En raison des menaces de déstabilisation et des attaques sur nos réseaux, assurer la confidentialité et la protection des données de nos citoyens et de nos entreprises constitue donc la base fondamentale pour instaurer un environnement numérique sécurisé et digne de confiance. C'est pourquoi il est nécessaire de repenser l'environnement numérique en termes de souveraineté et d'indépendance, en favorisant les outils numériques français et européens, ainsi que la mise en place de solutions de stockage et de traitement des données sur le sol européen.

PROPOSITIONS
VILLAGE
DROIT & JUSTICE

Promouvoir vis-à-vis des petites entreprises la propriété intellectuelle comme arme de concurrence.

PROPOSITIONS
VILLAGE
INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE

Encourager une approche transparente et responsable de l'IA, conforme aux principes éthiques et humanistes.

Accélérer la transformation de nos industries traditionnelles et favoriser de nouvelles opportunités économiques.

Renforcer le leadership européen en intelligence artificielle et établir l'Europe comme un acteur majeur sur la scène mondiale.

Intégrer dans les programmes d'enseignement les compétences clés de demain.

FINANCER L'ÉCONOMIE

Il n'y a pas de dynamisme économique sans investissement. Les entreprises, en particulier les PME et les ETI rencontrent de grandes difficultés pour accéder à des financements à long terme et ainsi franchir un palier dans leur développement. Dans un contexte de très forte contrainte des finances publiques, mobiliser les capitaux privés, et notamment l'épargne des Français, est crucial pour soutenir l'activité et l'innovation.

Toutefois, les Français sont souvent considérés comme frileux dans l'investissement et préfèrent les placements sûrs comme les livrets d'épargne réglementés, les comptes à terme ou l'assurance-vie.

Il convient de mettre en place un environnement favorable aux déblocages des capitaux, notamment par le biais de l'incitation fiscale.

PROPOSITIONS
VILLAGE
COMMERCE
& ENTREPRISES

Créer un bouclier fiscal et réglementaire pour nos PME/ETI. Donner aux dirigeants une garantie de stabilité pendant au moins 5 ans quant aux évolutions éventuelles en matière de fiscalité et de réglementation afin d'encourager l'investissement.

Renforcer les fonds propres des PME et ETI en promouvant le fléchage de l'épargne vers ces structures. Mettre en place des mécanismes qui abaissent davantage le risque d'investissement. Le système actuel de réduction de 18 % de l'impôt sur investissement en FCPI est intéressant mais insuffisant pour déclencher un apport massif de capitaux.

Favoriser le financement des PME par la finance circulaire soit la mise à disposition de capitaux d'épargnants locaux auprès d'entreprises locales.

Promouvoir les entreprises qui favorisent l'épargne salariale et l'intéressement des collaborateurs.

Favoriser le régime de transmission aux repreneurs, même hors de la famille, pour éviter le dépeçage des petites entreprises. Un tel dispositif renforcé pourrait inciter davantage à créer et céder une entreprise.

BIEN VIVRE DE SON TRAVAIL

Artisans, commerçants, entreprises créent chaque jour de la valeur. Les mesures visant à diminuer les charges pesant sur les entrepreneurs ont donné un cadre favorable à l'activité et de la prévisibilité aux risques pris par les entrepreneurs. Pendant la pandémie, la solidarité nationale a permis, grâce au « quoi qu'il en coûte », un soutien inédit pour préserver le tissu économique français. Des mesures de simplification ont été prises. Il faut poursuivre dans cette voie afin de lever les freins à la création de valeur.

Le moment est également propice à une réflexion de fond sur le travail. Le monde du travail connaît des évolutions de plus en plus rapides, qui rendent nos règles souvent mal adaptées, voire déphasées. La question du sens du travail a émergé avec force au moment de la pandémie. Comment recréer du sens dans le monde du travail, qui est notre espace commun ?

Par ailleurs, une partie de plus en plus importante de la population a le sentiment que le travail n'est pas rémunéré à sa juste valeur.

Soutenir la création de valeur passe aussi par le partage des richesses créées par les salariés. De nombreuses avancées ont été faites ces cinq dernières années mais des progrès sont encore possibles pour inciter chaque entreprise à mettre en place des bases solides de partage de la valeur, en particulier dans les petites entreprises.

PROPOSITIONS VILLAGE COMMERCE & ENTREPRISES

Le travail doit davantage rapporter pour tous

Garantir un dispositif d'épargne salariale (participation, intéressement) pour tous les salariés dans toutes les entreprises. Mettre en place un mécanisme de « solidarité » inter-entreprises.

LA CULTURE COMME LEVIER D'ÉMANCIPATION ET OUTIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La culture favorise le développement des capacités physiques ou intellectuelles des citoyens, et renforce la cohésion de groupe. Elle influe sur notre environnement, notre manière d'interpréter les choses, notre manière de les percevoir, elle fait partie de nous.

Elle est aussi le moyen d'exprimer sa créativité, de se forger une identité propre et de renforcer, ou de préserver, le sentiment d'appartenance à la communauté, sans pour autant engendrer une volonté belliqueuse. Les expériences culturelles offrent également des occasions de loisirs, de divertissement, d'apprentissage et de partage d'expériences avec d'autres.

La culture stimule l'économie. L'économie culturelle n'est pas un gros mot. Elle crée des revenus et de l'emploi. Elle est le moteur de nombreux processus de développement. Elle a un impact sur l'entrepreneuriat, les nouvelles technologies, le tourisme. La culture apporte créativité et innovation à l'économie de manière indéniable.

La transmission et la préservation des savoir-faire ont un rôle plein et entier à jouer dans une politique culturelle. On peut les penser comme des emplois non délocalisables, sur un temps long pour être vraiment opérationnel sur les postes nécessitant des apprentissages dans les métiers d'artisanat, artisanat d'art (entre 5 et 10 ans). Les travaux de restauration de Notre-Dame de Paris ont montré aux

yeux de nombreux Français l'importance de la transmission de ces savoir-faire. Faute de politiques ambitieuses et d'une dose d'innovation pour rester dans son époque, il y a de forts risques de dégradations de ces savoirs.

B. UNE EUROPE PUISSANCE QUI PROFITE À TOUS

Européen par essence, héritier des grandes figures des bâtisseurs de l'Union depuis Robert Schuman jusqu'à Simone Veil, fondateur du Parti Démocrate européen, notre mouvement est plus que jamais à l'avant-garde du combat des prochaines élections européennes.

Plus que jamais car nous faisons face à deux grandes menaces qui peuvent mettre à bas la construction européenne.

La première grande menace, c'est la montée sans précédent des partis nationalistes en Europe, aux Pays-Bas, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie mais aussi en Allemagne, en Espagne, et bien sûr en France. Nous ne pouvons accepter le risque d'un Parlement européen dominé par des partis europhobes qui déferaient l'Union, ses acquis, plus rapidement qu'ils ne se sont construits après progrès.

La deuxième grande menace, c'est bien évidemment l'instabilité générée par des grandes puissances hostiles à nos équilibres, à nos valeurs : la Russie, la Chine, et potentiellement les États-Unis avec le retour possible de Donald Trump.

FOCUS SUR...

Durant ce dernier mandat 2019-2024, nous avons entrepris des réformes audacieuses pour remodeler le visage de l'Europe en constituant le groupe central Renew Europe. En construisant des majorités de projets, nous nous sommes affirmés comme le groupe le plus influent, le plus constructif.

Depuis 5 ans, nous avons lancé le Pacte vert européen, jetant les bases d'une économie axée sur les objectifs climatiques, engagé la réindustrialisation de notre continent et posé les fondements d'une défense européenne. Nous avons réformé la politique migratoire, réagi de manière solidaire à la crise du Covid, initié une réforme institutionnelle et luttons pied à pied contre l'agression russe en Ukraine. Notre détermination s'est également manifestée par la régulation des géants du numérique et la mise en place d'une taxation minimale de 15 % de ces entreprises. Nous devons continuer.

Nous nous engageons résolument pour une Europe puissante, unie et prospère. Notre programme tient en deux objectifs principaux : une Europe puissance et une Europe qui profite à tous.

Une Europe puissance : pour reprendre la main sur notre destin et pour notre protection dans un monde toujours plus incertain.

Aucune nation ne pourra résister à une agression sans une Europe forte. La situation en Ukraine nous le prouve chaque jour. Or la situation mondiale actuelle représente une menace directe pour nous tous. Que l'on considère la menace russe, le désengagement de nos alliés américains, l'influence de la Chine et la situation au Moyen-Orient, il est clair que nous ne pouvons affronter ces défis seuls. Ceux qui propagent des discours visant à affaiblir l'Europe, qu'ils soient d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, trompent le peuple français.

Le courage est nécessaire pour affronter ces risques et périls qui touchent directement à notre démocratie, à nos libertés, à notre souveraineté technologique et alimentaire.

L'Union européenne est le cadre essentiel, l'échelon pertinent pour peser sur l'échiquier mondial. Nous devons continuer à réindustrialiser, coordonner nos systèmes de défense et pour cela décider de nouvelles ressources. Notre ambition est d'affirmer notre statut de grande puissance, et surtout celui d'une grande puissance verte tournée vers l'avenir et notre jeunesse.

Une Europe qui profite à tous : parce que nous sommes des élus engagés de terrain et que nous refusons les décisions théoriques de « Bruxelles ».

Nous voulons que les programmes européens soient plus efficaces pour répondre aux besoins des élus locaux et pour agir au plus près de nos concitoyens. Nous travaillons main dans la main avec les agriculteurs pour qu'ils puissent vivre de leur travail en fournissant des produits de qualité accessibles à tous. Nous sommes engagés pour une Europe plus sociale en luttant contre les disparités de salaire hommes-femmes et en avançant vers un salaire minimum européen.

Enfin, nous voulons une Europe plus engagée pour la culture, pour toutes les cultures, langues et patrimoine pour que la diversité demeure notre plus grande richesse. La culture européenne constitue un atout considérable, un soft power qui contribue à l'affirmation de l'Europe sur la scène internationale. L'Europe doit être présente sur le plan culturel, en Afrique notamment.

Culture et éducation pourraient être renforcées par la mise en place d'un média véritablement européen, qui dépasse le partenariat mis en place entre la Commission européenne et Euronews (partenariat fragile et fragilisé) et qui puisse aller plus loin qu'Arte. Un tel média pourrait en outre servir la souveraineté numérique en devenant de l'Europe.

La transmission du message européen doit être améliorée, tant au niveau de l'enseignement que de sa diffusion médiatique. Une des lacunes de l'Europe demeure son absence de communication efficace.

Aujourd'hui, nous luttons contre la tentation du repli des partis conservateurs et extrêmes. Le Brexit et les conséquences dramatiques sur la situation britannique prouvent que la sortie de l'Union européenne n'est pas la solution. L'Europe est-elle pour autant parfaite ? Certainement pas et c'est pourquoi nous voulons accélérer sa transformation.

Notre ambition demeure : **une Europe puissante qui profite à tous.**

Nos défis :

• Le défi de notre autorité mondiale

Affirmer la place de l'Europe dans le monde, c'est garantir à chacun un avenir de paix et de prospérité. C'est ramener vers nous le centre de gravité de l'influence mondiale face à la Russie, à la Chine, voire aux États-Unis.

Cela passe par un double défi : construire une Europe plus politique capable de prendre des décisions lourdes en matière de sécurité et de défense. C'est aussi conforter notre espace continental en avançant sur la voie de l'élargissement aux pays de voisinage.

• Le défi démographique et migratoire

Un « vieux continent » ne saurait être un continent d'avenir. Nous devons d'urgence enrayer l'effondrement démographique qui touche nos 27 États membres. Pour cela, il faut rebâtir la confiance en relocalisant l'emploi et l'industrie, en assurant une véritable politique pour la jeunesse, la famille, en créant une Europe plus sociale qui retienne ses talents et ses travailleurs.

Il existe un lien essentiel entre les questions migratoires et les valeurs démocrates humanistes. Nous nous opposons aux idéologies du refus a priori des migrants. Les flux migratoires sont une réalité : à nous de les penser de manière responsable. En appliquant au plus vite les règles du Pacte Asile et Migration, nous mettrons fin à la pression mise par l'immigration illégale sur quelques États membres. Il nous faut considérer toutes les étapes : l'arrivée, mais aussi la phase d'attente, les centres de rétention, les délais de traitement. Les demandeurs se trouvent parfois de facto marginalisés et découragés dans leur effort pour apprendre la langue et s'intégrer. Au contraire, nous promovons le développement d'un accueil digne et respectueux des personnes, leur permettant de mieux s'intégrer en reconnaissant leurs compétences et en leur offrant un avenir.

• Le défi des ressources financières

Nous ne pourrions mener des politiques efficaces pour renforcer notre économie, investir dans les énergies propres et assurer une défense efficace sans mener des investissements ambitieux. Nous avons réalisé un pas de géant avec le plan Next Generation EU, un programme d'investissement commun de 750 milliards pour sortir notre continent du Covid. Nous devons accélérer alors que les États-Unis viennent d'injecter 370 milliards de dollars dans la transformation de leur économie. Pour cela, nous devons lever de nouvelles ressources pour le budget européen sans taxer davantage les États membres et par là-même leurs concitoyens.

• Le défi technologique

Nous avons trop longtemps abandonné le terrain de l'innovation et nous voyons ce qu'il nous en coûte : les géants du numérique sont américains, le continent asiatique fabrique la majorité des batteries et des puces électroniques.

Nous avons réagi en décidant d'un grand plan batteries européen et d'un acte pour localiser la fabrication de microprocesseurs. Nous poursuivons désormais l'ambition de prendre un véritable leadership dans le secteur des énergies propres, de l'IA, des technologies spatiales.

Nous devons pour cela redonner la priorité à la recherche et à la formation en faisant de l'Union européenne un grand continent d'ingénieurs et de scientifiques.

- **Le défi écologique**

L'Europe, premier continent décarboné en 2050, c'est notre priorité pour un avenir vivable en transformant notre manière de produire et en investissant dans l'innovation.

Pour cela, nous avons deux principes majeurs pour renforcer nos entreprises et notre agriculture : pas d'interdiction sans solution, pas d'importation de biens ou de produits alimentaires qui ne respectent pas nos normes.

- **Le défi institutionnel**

Le renforcement de notre budget, la politique d'élargissement, la capacité à mieux prendre en compte la voix de nos concitoyens, tout cela n'existera pas sans une véritable réforme de notre institution, bloquée par le vote à l'unanimité et par le principe « un État – une voix ». Nous devons faire davantage respecter les grands équilibres et débloquer la décision. Pour cela nous soutiendrons l'ouverture d'une Convention pour une réforme des traités.

PROPOSITIONS VILLAGE EUROPE

Élargissement et renforcement de l'Union : L'actualité nous rappelle que nous avons besoin d'une Europe forte, dotée d'une frontière nette et qui se réforme pour permettre son élargissement aux États qui ont la volonté de faire partie de l'Union.

Démocratie : Améliorer la démocratie européenne avec un Parlement européen plus représentatif, une Commission européenne plus transparente, un Comité européen des régions et un Comité économique et social européen renforcés pour mieux servir nos concitoyens

Défense : Définir une doctrine de défense de l'Union européenne qui réponde à ses intérêts et à son rayonnement, coopère et se dote d'équipements communs.

Fonds européens : Un outil nécessaire pour assurer la cohésion, la politique sociale de nos territoires et pour améliorer notre quotidien, mais trop peu utilisé.

Fort de son histoire, du message singulier qu'elle porte, la France doit réaffirmer son message au service de la paix, de la prospérité des peuples et du respect des droits humains.

Cette réaffirmation doit se faire de concert avec une plus grande coopération européenne. L'Europe doit parler d'une même voix sur la scène internationale. Trop souvent, les désaccords et les intérêts divergents entre ses membres ont divisé et affaibli la parole de l'Union européenne. Les États membres doivent identifier en commun les intérêts propres de l'Union, qui doivent primer sur les intérêts nationaux.

Cela doit également se traduire par le renforcement de l'influence française dans le monde par sa diplomatie, et sa contribution aux enjeux auxquels nous faisons face. Depuis 2017, la France a activé différents leviers au service du développement : augmentation sans précédent de l'aide publique au développement, identification de nouvelles sources de financement de la transition écologique pour les pays les moins avancés qui sont aussi ceux pour qui le changement climatique porte en lui les menaces les plus graves. Nous devons poursuivre dans cette voie.

FOCUS SUR...

Cet impératif moral est invoqué dans le Projet d'espoir de François Bayrou pour la présidentielle de 2007 : « Il n'y a qu'une politique qui vaille, et c'est le développement de l'Afrique, que nous pillons. [...] Je veux une politique d'immigration qui soit une politique de développement de l'Afrique. [...] Pour être à la dimension du défi, elle doit aussi être une politique européenne ». Alors présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, Marielle de Sarnez n'a eu de cesse de rappeler la nécessité de tisser des liens solides et paritaires avec l'Afrique.

C. UNE VOIX FORTE DANS LE MONDE

Depuis deux années, nous avons basculé dans le temps de la loi du plus violent, dans l'affrontement brutal, à peine plus de 30 ans après l'effondrement du bloc soviétique. Les régimes autoritaires s'affirment et la démocratie est menacée partout dans le monde. Parallèlement aux basculements géopolitiques auxquels nous assistons, les dernières années ont démontré combien les défis auxquels nous devons aujourd'hui répondre - changement climatique, pandémie, crise économique et monétaire - étaient globaux.

Nous faisons face aujourd'hui à un paradoxe : le multilatéralisme dont on n'a jamais eu autant besoin est mis à mal. Pour y faire face, nous avons besoin de renforcer nos institutions pour donner un nouveau souffle au multilatéralisme.

2

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

Philippe Saint-Marc, pionnier de l'écologie humaniste, écrivait dès 1971 dans *Socialisation de la nature* : « Jusqu'à maintenant, nous avons vécu sur une certaine conception [...] que la nature était un bien gratuit, illimité, éternel. Il faut que nous nous disions maintenant [...], que la nature devient un bien rare, qu'il faudra payer, de plus en plus cher si nous voulons le conserver, c'est un bien qui risque d'être temporaire et temporaire comme nous, c'est-à-dire que nous disparaîtrons avec lui. »

Résolument engagés pour relever le défi du changement climatique, nous considérons que la transition écologique ne doit pas être l'affaire de quelques privilégiés et source de renforcement des inégalités : au contraire, elle doit s'adresser à tous et permettre aux personnes les plus défavorisées d'accéder à de nouveaux équipements qui permettront par leur efficacité, notamment énergétique, de retrouver une meilleure qualité de vie.

A. TRANSFORMER L'ÉCONOMIE : FAIRE D'UNE NÉCESSITÉ UNE OPPORTUNITÉ

Face au dérèglement climatique, décarboner l'économie est une nécessité et nous ne pouvons plus attendre. C'est une nécessité pour notre planète et c'est pour notre pays – et notre industrie en particulier – une occasion unique d'innover et d'investir. Il faut à la fois que nos industries soient moins polluantes, moins consommatrices de ressources naturelles et que leurs productions soient décarbonées.

Ainsi, l'aide publique à la recherche doit être accentuée dès lors qu'elle est tournée vers le dépôt de brevets innovants. Une fiscalité différenciée, favorisant l'investissement vert, est à mettre en place, de même qu'un verdissement de l'épargne en développant les produits financiers tournés vers l'économie verte. Il faut également se battre à l'échelle européenne pour développer les mécanismes d'ajustement carbone aux frontières. Enfin, nous devons savoir planifier des trajectoires de long terme pour donner de la visibilité aux acteurs sur les objectifs qu'ils doivent atteindre.

PROPOSITIONS
VILLAGE
COMMERCE
& ENTREPRISES

« Une écologie modèle, c'est une chance pour l'économie française »

La nécessaire transition écologique est une opportunité extraordinaire de création de valeur durable et d'avantages concurrentiels pour les entreprises françaises.

Il faut renforcer l'accompagnement des PME et ETI par l'ADEME pour améliorer leur bilan carbone et favoriser ainsi leur attractivité auprès des banques et des investisseurs.

B. ÉNERGIE, UN MODÈLE DÉCARBONÉ ET DURABLE

La question de l'énergie est cruciale, à la fois sur le plan stratégique, économique et environnemental. Il est nécessaire de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles en proposant une alternative énergétique équilibrée et crédible. Ainsi, ces dernières années, nous avons permis d'accélérer le développement des énergies renouvelables en allégeant les contraintes administratives et en encourageant les communes à se saisir du sujet en identifiant des zones de déploiement d'énergie renouvelable.

Cependant, nous ne saurons pas être efficaces ni indépendants si nous ne nous appuyons pas sur la filière nucléaire. Ainsi, nous avons réaffirmé notre confiance dans la production d'énergie nucléaire en prenant la décision de renforcer notre parc nucléaire en nous donnant les moyens administratifs et industriels de construire de nouveaux réacteurs.

Le coût de l'énergie qui a fortement augmenté depuis la guerre en Ukraine doit nous interroger sur notre modèle de fonctionnement du marché de l'énergie. Nous portons la volonté de refonder les règles au niveau européen.

PROPOSITIONS VILLAGE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La systématisation de l'économie circulaire dans les territoires en faisant notamment du taux de circularité un indicateur stratégique pour les entreprises et les collectivités territoriales, sur le modèle des Bilans carbone et des Analyses de Cycle de Vie.

La généralisation des achats publics durables dans le but d'accélérer la transition écologique de l'économie notamment en contrôlant les schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables et l'application de l'article 58 de la Loi AGECE dans les collectivités.

La préservation d'un système assurantiel pour les biens des collectivités et notamment pour celles soumises à des aléas climatiques récurrents.

C. LE LOGEMENT, UN ENJEU IMMÉDIAT

Le logement, c'est l'histoire d'une vie. De la naissance aux derniers jours, ce sujet est central pour chacun de nos concitoyens. Le mal-logement, ce sont des projets de vie qui ne se font pas : des études qu'on renonce à suivre, un emploi qu'on n'accepte pas, un enfant dont on retarde l'arrivée. Il constitue souvent le premier poste de dépense des ménages, représentant près de 40 % des dépenses d'un ménage défavorisé.

Augmentation du coût des loyers, phénomène de décohabitation, attrition du parc locatif, baisse de la production de logement, notre pays traverse une crise du logement et de l'ensemble du secteur immobilier, une crise qui s'accroît avec la politique monétaire restrictive. C'est une source d'inquiétude pour beaucoup de ménages. Il faut un choc de l'offre, en produisant davantage, en rénovant plus vite et en infléchissant le coût du crédit pour remettre en route le principe du parcours résidentiel.

De multiples leviers existent qui peuvent être actionnés très rapidement, comme celui facilitant la transformation de bureaux en logements, que le groupe Démocrate vient de faire adopter à l'Assemblée nationale, ou celui de la mobilisation des logements vacants (plus de trois millions aujourd'hui).

Les évolutions démographiques et l'objectif de réduction de l'artificialisation des terres doivent nous entraîner à repenser totalement la fiscalité de l'immobilier pour mieux accompagner le parcours résidentiel tout au long de la vie.

L'adaptation du logement au changement climatique est l'un des principaux enjeux de politiques publiques dans les années à venir. Le logement représente en effet 18 % de nos émissions de CO2 et nous ne pourrions atteindre nos objectifs environnementaux sans réduire drastiquement les émissions de ce secteur. Mais ce n'est pas le seul enjeu car le changement climatique accroît le risque des catastrophes naturelles (inondations, tornades, mais aussi les retraites-gonflements d'argile, qui mettent à rude épreuve le bâti existant).

FOCUS SUR...

Durant le dernier quinquennat, des dispositifs ont été mis en œuvre pour le logement. Que ce soit pour la rénovation des logements anciens avec la mise en place du dispositif Denormandie ou le déploiement de dispositifs Action Cœur de Ville ou Petite Ville de Demain initiés par Jacqueline Gourault pour, notamment, moderniser et rénover les habitats en centre-ville.

D. LA MOBILITÉ, UN ENJEU AU SERVICE D'UN MEILLEUR ÉQUILIBRE TERRITORIAL

L'aménagement du territoire est l'un des premiers enjeux d'égalité des Français devant les conditions de vie. En particulier pour les territoires ruraux, ou les plus éloignés des grands centres urbains, qui doivent être pensés et accompagnés en priorité pour faciliter les déplacements en conciliant la nécessité d'une empreinte carbone la plus faible possible.

Pour réduire notre impact environnemental, nous devons agir pour avoir des modes de déplacements plus vertueux en encourageant les mobilités douces comme nous avons pu le faire avec le forfait mobilité durable. Nous souhaitons développer les transports en commun tout en maîtrisant le coût avec toujours une meilleure prise en charge par l'employeur.

FOCUS SUR...

Nous avons voté ces dernières années une augmentation de 15 % des budgets consacrés aux enjeux de mobilité. Dispositif de leasing social, verdissement du parc automobile, crédit d'impôt pour les bornes de recharge électriques privées, soutien de l'État aux réseaux régionaux de transport, lancement d'un plan vélo national, ces dispositifs doivent être amplifiés.

E. LA NATURE COMME PATRIMOINE

FOCUS SUR...

Fondateur du Parti démocrate populaire en 1924, Georges Thibout est un amoureux de la nature : il a notamment été président de la société d'acclimatation. À travers lui, la sollicitude pour la nature a été une des dimensions fondatrices du centrisme en France.

Sans nous en rendre compte, nous sommes en train de vivre la sixième extinction de masse. Et à la différence des précédentes, cette vague massive de disparition d'un nombre considérable d'espèces animales et végétales est entièrement la conséquence des activités humaines.

Pour protéger les océans, nous portons plusieurs mesures. D'abord, la conception de la nature comme un patrimoine à préserver appelle, non seulement un moratoire, mais l'interdiction complète de l'exploitation minière des fonds marins. Ensuite, nous voulons parvenir à l'expérimentation de zones de protection intégrale dans nos mers et nos océans (dans cette zone appelée zone économique exclusive). Cet engagement confortera le rôle de la France dans le monde en faveur de la protection des océans.

La protection appelle parfois la force. Nous assumons une approche régaliennne, pour démanteler les trafics d'espèces comme pour lutter contre les dépôts sauvages. Quiconque dégrade la nature doit être sanctionné. Nous proposons donc à la fois de :

- former, chaque année, des magistrats verts à l'école nationale de la magistrature ;
- de créer une unité d'élite de la police de l'environnement pour les opérations les plus techniques et délicates ;
- et d'accompagner les communes et intercommunalités qui veulent se doter d'une brigade verte au sein de leur police municipale ou intercommunale pour lutter contre les incivilités du quotidien à l'encontre de la nature.

La nature constitue, avant tout, un lieu d'épanouissement. Des études scientifiques suggèrent même une corrélation entre accès à la nature et bonheur déclaré. Si l'école doit être consacrée aux apprentissages fondamentaux, nous souhaitons que le temps périscolaire soit prioritairement consacré à des activités concrètes dans la nature ou en lien avec la nature.

Enfin, la nature est source de fierté. La beauté de la France compte dans notre imaginaire collectif. La France est associée aux falaises d'Étretat ou au cirque de Gavarnie, par exemple. Nous sommes donc déterminés à créer les conditions de leur préservation.

FOCUS SUR...

Lors de la loi AGECE en 2019, le groupe Démocrate s'était mobilisé pour rendre obligatoire la mention « Ne pas jeter dans la nature » sur les produits et emballages compostables en plastique ou encore pour interdire la mise sur le marché de produits contenant intentionnellement du microplastique, proposition reprise depuis par la Commission européenne en 2023.

À notre initiative, l'Assemblée nationale a adopté en 2021 une proposition de résolution invitant la France à renforcer son engagement international dans la lutte contre cette pollution. Cela a conduit à l'organisation en mai 2023 de négociations à Paris dans la perspective d'un traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique.

Nous avons également fait adopter en 2023 dans le cadre du projet de loi Industrie verte un dispositif visant à renforcer la traçabilité des déchets textiles en fibre de plastique, ces derniers terminant trop souvent sur les plages et les côtes.

Enfin en 2022, nous avons porté lors de notre niche parlementaire une proposition de loi visant à lutter contre les plastiques dangereux pour l'environnement qui prévoit notamment d'interdire les emballages en plastique à usage unique non-recyclables à partir de 2025 ou l'utilisation des boîtes de la restauration rapide en polystyrène extrudé. Cette dernière a été largement adoptée et saluée sur tous les bancs de l'Assemblée.

3 ÉDUCATION : TRANSMETTRE, POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Formant les citoyens de demain, donnant à chacun les clés pour prendre son destin en main et levier d'effacement des inégalités de naissance, l'éducation est érigée en priorité par le Mouvement Démocrate. Ces dernières années, les réformes se sont succédées, l'école a été mise à contribution sur de nombreux domaines, la société lui demandant de se substituer à d'autres institutions. En soutien au personnel éducatif, en confiance avec les parents, nous nous mobilisons pour la réussite de nos enfants.

A. L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE

L'école est la clef de voûte de la vie en société. Loin d'être un coût, l'éducation est un investissement dont les retombées sont palpables sur l'ensemble des pans de notre Nation. Notre pays ne peut s'affirmer que par la qualité humaine, l'intelligence, la créativité des générations à venir.

Dans cette optique, la transmission occupe une place essentielle car elle participe du contrat social et permet à la démocratie de perdurer et de s'enrichir.

Ainsi, nous affirmons la nécessité de concevoir l'éducation tout au long de la vie. Dès les études primaires, secondaires et supérieures, nous entendons valoriser l'engagement associatif, une formidable ressource pour l'épanouissement individuel et l'insertion professionnelle des jeunes. Renforcer, à l'échelon communal, les synergies entre l'Éducation nationale et les élus municipaux permet une meilleure coordination des moyens mis au service de l'éducation des enfants, notamment en matière d'éducation civique.

PROPOSITIONS VILLAGE COMMERCE & ENTREPRISES

« Tous porteurs du même maillot »

Développer l'esprit collectif contre l'individualisme, au travail et dans le système éducatif. Favoriser l'alternance et valoriser davantage les métiers manuels.

Éviter les phénomènes de castes en garantissant l'équité des chances d'ascension sociale.

PROPOSITIONS
VILLAGE
ENSEIGNEMENT

Des enseignants mieux formés, experts de leur domaine

- Rétablir le concours d'accès au certificat d'aptitude au professorat des écoles et du second degré à Bac+3, suivi d'une période de validation de 2 ans rémunérée alternant formation universitaire, stages d'observation et stages en responsabilité dans un contexte réel de classe.
- Donner la possibilité aux professeurs des écoles, sur aptitude, d'occuper des postes de professeur en classe de sixième.

Des conditions d'enseignement et de travail améliorées

- Limiter les effectifs des classes à 24 élèves de la maternelle à la classe de troisième.
- Lancer un grand plan de transformation des salles de professeurs en espaces de travail collaboratif pour valoriser le travail en équipe.

Plus de confiance et d'autonomie aux équipes pédagogiques au sein des établissements

- Donner plus d'autonomie aux équipes pédagogiques pour organiser le fonctionnement et les heures d'enseignements en fonction des besoins des élèves.
- Inscrire l'obligation de répondre aux convocations des enseignants de son enfant dans les droits et les devoirs parentaux.
- Réviser les grilles de salaires des enseignants dans une loi de programmation pluriannuelle.
- Instaurer des cérémonies officielles pour marquer des passages importants de la scolarité.

plus attirer l'élite intellectuelle de notre population. Le recul constant du nombre d'étudiants en thèse constitue un vrai signal d'alerte.

Au-delà, dans ce domaine aussi, un effort conséquent de simplification et de pilotage s'impose : simplification de fonctionnement (accès aux financements, évaluation, valorisation), pilotage associant les divers ministères concernés et les structures publiques bien sûr, mais aussi le privé permettant de vrais choix stratégiques et une meilleure définition du qui fait quoi.

C'est aussi une voie pour étoffer les moyens dévolus, pour enfin dépasser les 3 % de PIB en accord avec la stratégie de Lisbonne de 2000 alors que nous en restons à 2,2 %, et enfin nous repositionner dans le concert des grandes nations.

La dichotomie historique de notre enseignement supérieur, écoles d'ingénieurs et universités, constitue une caractéristique française qui se révèle trop souvent comme un handicap. Leur rapprochement doit s'amplifier en tirant profit des forces et de la culture propres aux deux systèmes, à travers par exemple des diplômes et une recherche plus partagés, une meilleure diffusion des sciences humaines ou des outils de professionnalisation.

PROPOSITIONS
VILLAGE
COMMERCE
& ENTREPRISES

Promouvoir l'importance stratégique à long-terme de la création de brevets (vs USA, Chine). Notre déficit en matière de production de brevets est préoccupant. Il faut pouvoir anticiper les produits de demain et redonner des couleurs à notre recherche.

B. PRÉPARER L'AVENIR

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Ce siècle et ses enjeux, climatiques, sanitaires, énergétiques, de biodiversité ou encore alimentaires démontrent, si besoin était, l'urgence d'une recherche forte pour endiguer la 6^e extinction qui se profile. C'est aussi de l'économie de la connaissance qu'il s'agit, connaissance capable d'entraîner une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Dans le cadre de l'innovation ouverte qui est désormais la règle, il est aussi facile de comprendre qu'en augmentant les moyens nécessaires à notre recherche, son transfert et sa valorisation alimenteront la création d'entreprises nouvelles ou participeront au développement d'entreprises existantes. C'est aussi là le prix de la réindustrialisation nécessaire pour notre souveraineté et notre niveau de richesse.

La loi de programmation de la recherche adoptée lors de la précédente mandature a certes donné un signal important, visant à endiguer des décennies de recul. Cependant, elle ne peut être qu'une étape, tant les besoins matériels mais aussi salariaux sont importants. Sans cela, les métiers ne peuvent

L'APPRENTISSAGE, LA CLEF POUR L'EMPLOI

L'enjeu de la formation des jeunes pour leur permettre d'intégrer le marché du travail plus facilement est primordial. L'apprentissage constitue une excellente manière d'acquérir compétences et expériences, véritables clés pour l'emploi.

Nous avons redoré le blason de l'apprentissage, engagé la réforme de l'enseignement professionnel, modernisé les études secondaires. En quelques années, le nombre d'apprentis a été multiplié par trois mais beaucoup reste à faire car la perception de l'apprentissage est encore trop négative dans l'opinion publique.

PROPOSITIONS VILLAGE COMMERCE & ENTREPRISES

Faire évoluer le regard sur l'apprentissage pour qu'il soit considéré à l'égal de la scolarité « classique », comme c'est le cas par exemple en Allemagne.

Favoriser la circulation des élèves en Europe ; favoriser leurs compétences relationnelles et les échanges avec leurs pairs en Europe.

Développer les initiatives des entreprises à l'égard des jeunes en formation : c'est des acteurs de terrain que viennent les emplois et les vocations, notamment à l'apprentissage.

Décloisonner le système scolaire français et l'ouvrir plus explicitement et pratiquement au monde du travail.

4 LA SOLIDARITÉ, NOTRE MODÈLE SOCIAL

La République protège et encourage. Notre modèle de solidarité est unique au monde, en raison de sa force, son universalité, et des investissements qu'il nécessite. Mais la société évolue et notre modèle doit s'adapter : une démographie en berne, une population vieillissante, des nouveaux modèles familiaux, des enfants qu'il faut protéger...

A. PROTÉGER LES ENFANTS ET ACCOMPAGNER LES FAMILLES

L'évolution de notre société a engendré un bouleversement important de la cellule familiale : famille recomposée, monoparentalité, coparentalité, homoparentalité, les modèles familiaux varient. Nous souhaitons accompagner ces changements en donnant des règles juridiques claires pour tous ceux qui interagissent avec l'enfant (statut du beau-parent) ou en faisant évoluer notre système social d'accompagnement des familles. Nous devons mieux soutenir les parents pour relancer la natalité.

L'irruption du numérique dans les familles est également un bouleversement majeur dont il faut tenir compte entre l'émancipation qu'il procure et les risques qu'il engendre, à l'image du soutien de l'obligation d'imposer un seuil d'âge effectif pour la consultation de sites pornographiques porté par les parlementaires du Mouvement Démocrate.

Mais ce qui a changé fondamentalement, c'est la possibilité plus grande offerte aux enfants de s'exprimer qui a démontré que notre société ne les protégeait pas toujours efficacement.

PROPOSITIONS VILLAGE FAMILLES, ENFANCE

Augmenter la prime de naissance dès le premier enfant et mieux prendre en compte les nouvelles formes de la famille

Faire des entreprises et des organisations des soutiens à la parentalité, en facilitant le temps partiel, les horaires aménagés, le télétravail

Pour que l'intérêt de l'enfant soit la seule boussole, contrôler les établissements et familles d'accueil par un service d'État dédié

Rendre les procédures d'adoption plus humaines et mieux accompagnées

FOCUS SUR...

La prise de conscience de l'ampleur des violences exercées sur les enfants est récente : la première loi sur la protection de l'enfance date de 2007 ; celle qui interdit aux parents d'infliger des violences physiques ou psychologiques à leurs enfants, portée par notre députée Maud Petit, date de 2019 ; celle qui crée un délit de harcèlement, défendue par notre député Erwan Balanant, date de 2022. Notre combat en faveur de la protection de l'enfance ne faiblira pas.

B. CHANGER LE REGARD DE LA SOCIÉTÉ SUR LE HANDICAP

Une société qui exclut, même involontairement, les citoyens en situation de handicap est une société qui tourne le dos à l'humanisme. La loi de 1975 portée par Simone Veil, a défini les trois droits fondamentaux pour les personnes handicapées : le droit au travail, le droit à une garantie minimum de

ressource par le biais de prestations, le droit à l'intégration scolaire et sociale. Près d'un demi-siècle plus tard, de nombreux progrès restent encore à faire, car les préjugés et les stéréotypes persistent et les équipements font encore cruellement défaut. Travailler à favoriser l'inclusion des personnes handicapées est une nécessité : près d'un Français sur six est touché par un handicap quelle qu'en soit la nature.

La sensibilisation aux questions liées au handicap doit se faire dès le plus jeune âge, à l'école comme dans l'environnement familial. Comme sur de nombreux sujets, les médias ont un rôle crucial à jouer dans la façon dont le regard se porte sur les situations de handicap.

FOCUS SUR...

Depuis 2017, la politique d'inclusion à l'école a connu un important essor accompagné de la reconnaissance des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). Une nouvelle étape doit être pensée pour renforcer l'accueil des enfants en continuant à permettre l'inclusion à l'école.

Pour les personnes handicapées adultes, nous avons revalorisé et déconjugalisé l'allocation adulte handicapé (AAH) et fait en sorte que ceux dont le handicap dépasse les 80 % ne soient plus obligés de refaire leur dossier auprès des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Mais nous devons encore agir sur la mobilité, l'accessibilité, le travail et la prise en compte des charges dues à leur handicap (prise en charge fauteuil roulant ou aménagement véhicule...)

Nous avons également créé un congé pour les aidants pour leur permettre d'accompagner leur proche, mais il méritera d'être évalué pour voir s'il a besoin d'être modifié.

C. SANTÉ : PRÉVENIR, ACCOMPAGNER, GUÉRIR

L'accès au soin représente une inquiétude très forte des Français. Quel territoire ne manque-t-il pas de médecin accessible, quel patient n'appréhende-t-il pas le départ à la retraite de son généraliste, l'accès à un spécialiste ? Or la santé est un continuum : médecine de ville, hospitalisation à domicile, hôpitaux publics et privés sont partie prenante de l'offre de soin.

Les décisions prises depuis 7 ans pour revaloriser les revenus des soignants et augmenter le nombre de places dans les instituts infirmiers et aides-soignants, ne permettront pas de répondre instantanément à la demande. Recentrer le système autour du patient, repenser le temps médical, mieux former les médecins, sont une priorité. Mais la clé reste la prévention.

La prévention en santé doit favoriser l'égalité des chances. Cette orientation suppose un changement de culture, de pratiques, d'organisation et de financement de notre système de santé et de mettre en œuvre une politique systémique de prévention en santé pour produire des actions de prévention.

L'augmentation de l'espérance de vie depuis un siècle est importante. C'est une formidable réussite pour notre société grâce à l'excellence de notre système de santé et le développement de l'innovation. Mais être âgé, c'est aussi avoir besoin de plus de soins et d'accompagnement. La création d'une cinquième branche de la sécurité sociale qui portera l'autonomie a besoin de financements et de modalités d'intervention.

PROPOSITIONS VILLAGE SANTÉ

Une nouvelle attitude, savoirs et perspectives en matière de gouvernance.

Les structures hospitalières publiques ne doivent pas être gérées comme des entreprises privées avec des notions de rendement, de rentabilité. L'acte technique s'accompagne toujours de relation humaine, un complément de temps et non l'accumulation d'actes « à la chaîne ».

Une loi d'orientation et de programmation pluriannuelle et une présentation annuelle par le gouvernement de ses objectifs en santé doivent être discutées avant les débats sur la Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

Les professionnels de santé ont un rôle d'accompagnateur et d'éducateur, d'où la nécessité de cours de psychologie et de pédagogie.

Vers un apprentissage de la responsabilité individuelle

Reconnaître la personne comme capable de savoir, de comprendre et d'agir en responsable et l'aider en ce sens. Les comportements qui s'installent dès le plus jeune âge et les environnements dans lesquels se développent les personnes conditionnent leur avenir en matière de santé. Former les personnes à être attentives à leurs corps, aux sensations et aux symptômes dès les premières apparitions.

Vers un apprentissage de la responsabilité collective

La santé environnementale est un point important en matière de prévention sanitaire avec tous les aspects qui la composent et qui sont dus à l'agriculture intensive, aux industries polluantes, aux extractions terrestres dangereuses, etc.

Faire du lieu de travail (ou de la recherche d'emploi) un espace pour la promotion de la santé au travail, qui est une responsabilité partagée entre le salarié, l'entreprise, les acteurs de la santé et les pouvoirs publics, espace dans lequel les cadres dirigeants sont pilotes.

La prévention comme positionnement écologique, éthique et philosophique

Les tendances au suicide s'accroissent depuis quelques années, résultat d'une tension sociale forte. Une meilleure prise en charge est indispensable, ainsi qu'une meilleure coordination des différents acteurs du soin. Un changement de paradigme est à opérer en matière de santé individuelle pour chacun de nos corps physiques, mais aussi pour l'ensemble de notre corps social. La culture française reste encore très imprégnée de culture hiérarchique donc autoritaire qui crée de la pression sous différentes formes et des rivalités entraînant frustrations, ressentiments qui s'exacerbent en ce moment et explosent. Une société apaisée est à construire pour le bien de chacun et de tous. Cela fait partie de la prévention sanitaire et du bien-être individuel et collectif et donc la bonne santé d'une société.

Une prévention proche des territoires

Réorganiser les instances de gouvernance aux niveaux national et local, sur l'ensemble des territoires, y compris ultramarins.

Renforcer les moyens des services et structures de prévention existants, notamment les centres de PMI, les services de néonatalité, les services psychiatriques.

Favoriser l'éducation à la santé et renforcer la veille sanitaire au niveau départemental, notamment par la mise en place de tiers-lieux de prévention pour répondre aux disparités d'accès à l'éducation à la santé.

D. RÉPONDRE AU DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

La démographie est le premier miroir de la vitalité d'un pays, de l'optimisme de sa population, de son attractivité, de son niveau de santé publique !

Si la France a longtemps devancé ses voisins européens, le nombre d'enfant par femme semble durablement installé sous le seuil de renouvellement des générations.

Or la démographie est aussi au fondement de notre modèle social, conçu dans l'après-guerre sur des principes de solidarité permis par une démographie soutenue. Ne serait-ce que pour préserver notre modèle social, au cœur de notre pacte social, nous devons nécessairement agir.

Lorsqu'on interroge les Français, ils répondent qu'ils souhaiteraient 2,39 enfants alors que le taux de fécondité de notre pays est quant à lui de 1,83. C'est au comble de ce différentiel qu'il convient de travailler :

- par une politique de santé publique en faveur de la lutte contre l'infertilité et la mortalité infantile ;
- par une politique fiscale incitative ;
- par une politique sociale forte (petite enfance, logement, soutien aux mères de familles afin que leur carrière ne soit pas affectée par le fait qu'elles aient des enfants).

E. UNE FISCALITÉ JUSTE

Le poids des prélèvements obligatoires dans notre pays est l'un des plus importants au monde. Ils permettent notamment de financer notre système de solidarité sans égal. Mais les nouveaux risques nécessitent d'approfondir la question du financement.

Ces dernières années, de nombreuses taxes ont été supprimées ou baissées, comme la taxe d'habitation, redonnant du pouvoir d'achat aux Français mais aussi beaucoup de taxes sur les entreprises, redonnant de l'air à notre économie et offrant un environnement stable pour l'investissement.

La nécessité de renforcer notre indépendance, la situation géopolitique et la conjoncture économique en France et en Europe rendent obligatoire le rétablissement de nos finances publiques. Plus encore, notre situation actuelle nous oblige à réfléchir à de nouvelles formes de fiscalités pour faire face aux nouveaux enjeux : évolution des modes de vie, mondialisation, numérisation et changement climatique.

Le consentement à l'impôt, pierre angulaire de notre contrat républicain, est lié à l'idée que l'impôt contribue à la réalisation de l'intérêt général, qu'il est justement réparti à proportion des moyens de chacun et que personne ne peut s'y soustraire. La justice fiscale doit guider nos réflexions.

De plus, afin de renforcer le civisme fiscal, il faut continuer à lutter contre la fraude en mobilisant les nouveaux outils à notre disposition, notamment numériques. Certains dispositifs trop généreux pourraient également évoluer comme le régime des sociétés mère-fille ou les rachats d'action.

5 UNE FRANCE HUMANISTE

A. UNE DÉMOCRATIE RENFORCÉE, UNE RÉPUBLIQUE SOLIDE

La France s'est construite autour d'un projet, d'une idée : celle de la mise en commun de ce que nous avons de meilleur. En 2024, la France fait face à des défis nombreux : fractures internes et tensions extrêmes sur le plan international. Dans ce contexte des plus incertains, comment la démocratie peut-elle se réinventer pour ne plus être un modèle en danger, mais redevenir un antidote face aux crises ?

RETROUVER LA CONFIANCE ENTRE CITOYENS ET ÉLUS

Le pluralisme, c'est le vrai nom de la démocratie : le bipartisme, qui a si longtemps bloqué notre pays, est une forme de confiscation du pouvoir. Chacun doit être respecté pour ce qu'il est. Convaincus que la libre et juste expression des opinions politiques est le fondement même de la démocratie, nous faisons du pluralisme une condition essentielle de la vie politique.

Préalable indispensable à l'expression du pluralisme, la réforme de la loi électorale est un enjeu vital. Le mode de scrutin actuel, le scrutin majoritaire uninominal à deux tours, déséquilibre la représentation des opinions à l'Assemblée nationale. Et ce déséquilibre est aggravé par la tenue des élections législatives à peine un mois après l'élection présidentielle. La culture de l'affrontement, induit par le fait majoritaire, n'est ni bonne ni saine dans une démocratie pacifiée et efficace. Cela renforce le « à quoi bon ? » et la rupture entre les citoyens et leurs représentants : une vie politique pacifiée est impossible dans cet état de fait.

Pour sortir de ce blocage, nous demandons depuis longtemps une réforme volontariste de la loi électorale, dans le souci de l'équilibre entre juste représentation des opinions exprimées dans les suffrages. Qu'il s'agisse d'une proportionnelle pure à base départementale ou d'un système mixte proche du système allemand, l'introduction de la proportionnelle permet le respect du pluralisme et la formation de larges rassemblements nécessaires à la sortie des crises que nous traversons. Nous sommes l'un des derniers pays européens à ne pas avoir adopté ce mode de scrutin, qui démontre parfaitement, chez nos voisins, sa pertinence et son efficacité.

Beaucoup s'inquiètent d'un « retour à la IV^e République », à l'instabilité gouvernementale et la paralysie. La Constitution de la V^e République a mis en place les mécanismes qui empêchent ces dysfonctionnements. Ainsi en 1986, la nouvelle Assemblée nationale a été élue avec un mode de scrutin proportionnel et une majorité a été obtenue dans les urnes. Inversement, comme nous l'avons vu en 2022, le mode de scrutin actuel ne garantit en rien l'obtention d'une majorité absolue. Les craintes sont donc injustifiées.

Permettre la juste représentation des opinions, c'est aussi permettre les conditions de concourir à leur expression, à commencer à l'occasion des campagnes électorales. Il est de plus en plus difficile, y compris pour des partis politiques de premier plan, de trouver des financements pour leurs candidats. Ce refus des banques a pour conséquence la soumission de courants d'opinion à des intérêts privés ou à ceux de puissances étrangères. Cela ne peut être considéré autrement que comme insoutenable. C'est la raison pour laquelle nous réaffirmons la nécessité d'une banque de la démocratie, garante du financement public, transparent et impartial de la vie publique et des campagnes électorales.

La voix de ceux qui ne soutiennent aucun candidat doit également être entendue. Parmi les opinions exprimées lors des scrutins figure le vote blanc, le fait pour un électeur d'accomplir son devoir civique

en participant au scrutin, mais de refuser d'opérer un choix entre les options qui lui sont proposées ou les candidats en lice, soit parce qu'il n'a pas d'opinion définitivement arrêtée sur la question posée, soit parce qu'il désire exprimer son insatisfaction face aux alternatives qui lui sont proposées. Nous soutenons l'idée que le vote blanc soit comptabilisé comme un suffrage exprimé et non comme un vote nul.

Pour poursuivre la lutte contre l'abstention, nous proposons en outre quelques mesures simples. Pour moderniser le vote, nous souhaitons l'introduction du vote par correspondance et du vote par Internet. Les multiples vérifications lors des élections présidentielles américaines de 2020 l'ont démontré : ces systèmes de vote ne sont pas plus sujets aux fraudes que le système classique que nous connaissons en France.

Nous souhaitons également simplifier les procédures et lutter ainsi contre la non-inscription ou la mal-inscription sur les listes électorales à travers la réduction à un mois des délais d'inscription sur les listes électorales, l'automatisation du changement d'inscription sur les listes électorales lors d'un déménagement et l'information systématique d'un électeur désinscrit afin qu'il puisse rapidement se réinscrire. Pour les élections nationales, nous souhaitons également permettre aux électeurs de voter, soit dans leur commune de résidence soit dans leur commune de séjour.

ASSOCIER LES CITOYENS

En démocratie, les gouvernants ont des comptes à rendre, et pas seulement à l'instant du bilan et de la réélection, mais en s'adressant régulièrement aux citoyens, en expliquant le choix de telle mesure ou orientation politique.

Les crises auxquelles notre pays est confronté nécessitent de grandes réformes, souvent systémiques. Devant l'ampleur de tels enjeux et de tels changements, il est inconcevable de ne pas associer les Français et de ne pas leur donner les clés pour se forger eux-mêmes une opinion fondée sur des faits et des arguments, comme s'ils n'étaient pas capables de comprendre. Nous affirmons au contraire qu'il est nécessaire de considérer les Français comme des partenaires de la prise de décisions.

Privés de la bonne information, les citoyens peuvent avoir le sentiment qu'on leur cache quelque chose, que l'on n'agit pas dans leur intérêt, voire qu'on les manipule. « Jouer cartes sur table » est la meilleure réponse à apporter au populisme et au complotisme.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE ATTAQUÉE

Facteur d'ouverture sur le monde, le numérique permet aussi des attaques d'un type nouveau, qui se multiplient et se multiplieront à l'avenir compte tenu des menaces hybrides qui ne cessent d'augmenter. Déstabilisation politique résultant d'ingérences numériques étrangères, ransomware ou déni de service constituent de réelles menaces pour notre démocratie.

Lutter contre la désinformation est un enjeu démocratique majeur pour garantir une participation éclairée des citoyens à la vie démocratique. Les « fake news » et autres « alternative facts » sont utilisés pour manipuler l'opinion publique, influencer les élections et saper la confiance dans les institutions démocratiques. La délinéarisation de l'information permet aux citoyens d'accéder à une information personnalisée, de trouver plus rapidement la réponse à leurs questions mais l'effet de bulle algorithmique peut aussi conduire à un « enfermement ». En ne proposant à l'internaute que des contenus similaires à ses recherches, les algorithmes peuvent créer un biais de confirmation qui

emprisonne l'utilisateur dans une vision des choses, quand bien même il s'agirait de fake news.

Dès l'école, l'éducation aux médias et à l'information est ainsi essentielle pour aider les citoyens à développer des compétences critiques afin d'être en mesure d'évaluer la crédibilité des sources d'information, comparer les propos et détecter les fausses informations.

REDONNER SA PLACE À LA GOUVERNANCE LOCALE

Une économie compétitive doit nécessairement être fondée sur la planification et être décentralisée. Si des territoires souhaitent, dans le domaine de la protection de l'environnement, être ambitieux, novateurs et avant-gardistes : pourquoi le leur interdire ? Cette action doit pouvoir s'appuyer sur l'État, mais l'adaptation des politiques publiques aux particularismes locaux doit se faire avant tout grâce à l'impulsion des élus de terrain.

Les villes ont été présentées pendant les Trente Glorieuses comme un modèle de vie, proches des bassins d'emplois et des centres de loisir. Ce modèle rencontre ses limites, avec l'exode rural et le faible investissement public dans les campagnes. Toutefois, la bonne qualité de vie en ruralité et dans les villes dites « moyennes » a été mise en lumière durant le premier confinement.

Après des décennies d'investissement public dans les grands centres urbains (transports, bâtiments publics, infrastructures, etc.) et d'abandon d'une France dite « périphérique » (fermetures d'écoles, d'hôpitaux, de postes, etc.), il convient désormais de rééquilibrer l'organisation des territoires.

PROPOSITIONS VILLAGE DÉCENTRALISATION

Instaurer dans chaque commune un point d'entrée des services publics où les habitants ont un interlocuteur et une réponse adaptée.

Inciter les communes de moins de 100 habitants (2 439 communes) à se regrouper avec la commune de leur choix avant 2030.

Faire que chaque voix compte à Paris, Lyon et Marseille pour les élections municipales.

Mettre en place par l'État d'une loi de programmation pour les finances des collectivités locales. Il est nécessaire de mettre en place une véritable gestion pluriannuelle des subventions et des soutiens accordés par les différentes contractualisations.

B. VIVRE EN SOCIÉTÉ

JUSTICE ET SÉCURITÉ : PROTÉGER ET DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS

La sécurité est la première des libertés. Elle doit être garantie à chacun. Or, les menaces se sont accrues ces dernières années, particulièrement la menace terroriste. La société s'est conflictualisée et les forces de l'ordre sont extrêmement sollicitées. Quant aux incivilités du quotidien, elles pèsent sur les relations sociales. Le renforcement de nos forces sur le terrain doit se poursuivre et le lien police - citoyens doit être renforcé.

En parallèle, la justice doit se rapprocher des justiciables et plus largement des citoyens. La loi de programmation de la justice, qui permet d'augmenter le budget de la justice de près de 60 % sur les deux quinquennats (2017-2027). Soutenir la justice, c'est moderniser notre droit pour permettre à chaque citoyen de réclamer réparation d'un préjudice.

FOCUS SUR...

Le MoDem a contribué à l'adoption de la loi de programmation pour la justice qui répond aux besoins largement exprimés par nos concitoyens.

Elle a permis le déblocage de crédits supplémentaires d'embauches de fonctionnaires, en particulier dans la magistrature. Elle favorise la transformation numérique de la Justice ainsi que les chantiers immobiliers du ministère. Elle permet la création de pôles spécialisés dans les questions de violences intra-familiales. Elle favorise également les peines d'intérêt général (PIG).

Nous avons également porté la loi de 2022 relative à l'amélioration juridique des actions de groupe.

PROPOSITIONS VILLAGE DROIT & JUSTICE

Valoriser la justice civile vis-à-vis des justiciables et améliorer le traitement des litiges civils.

Renforcer les modes alternatifs de règlements des différends (MARD) dans tous les secteurs de la justice civile et de la justice administrative et accroître leur prise en charge par l'aide juridictionnelle (AJ).

Raccourcir le délai de traitement des procédures, notamment pénales.

Simplifier et renforcer le recours à l'aide juridictionnelle et envisager son financement partiel par une contribution spécifique incluse dans les dépens mis à la charge de la partie perdante.

Généraliser le numérique dans le fonctionnement du service public de la justice au service du justiciable.

UN SOUTIEN AUX CORPS INTERMÉDIAIRES

L'engagement forme le cœur névralgique de la pensée centriste : on agit d'abord au service des autres, de la société. En s'engageant dans une association, un parti politique, un syndicat ou toute autre forme d'organisation collective, les personnes ont l'occasion de rencontrer d'autres personnes partageant les mêmes valeurs et les mêmes intérêts, et de travailler ensemble à la réalisation d'un objectif commun. Cela favorise la création de liens de solidarité et d'entraide entre les individus,

et contribue à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté. En s'engageant dans des actions collectives, les individus peuvent faire entendre leur voix, défendre leurs droits et leurs intérêts, et influencer les décisions politiques et sociales.

Enfin, l'engagement est un moyen de contribuer à la construction d'une société plus solidaire et plus inclusive. En s'engageant dans des actions de solidarité, d'entraide et de soutien aux personnes les plus vulnérables, les individus peuvent contribuer à réduire les inégalités sociales et à promouvoir l'égalité des chances.

FOCUS SUR...

En 2019, le MoDem a soutenu la mise en place du Service national universel (SNU) qui œuvre à promouvoir la notion d'engagement auprès des jeunes et à favoriser un sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes.

UNE FRANCE RICHE DE SES IDENTITÉS RÉGIONALES

Chaque province, chaque région, chaque « pays » a son histoire, ses traditions, parfois sa langue.

La reconnaissance et la valorisation des cultures et identités régionales renforce le sentiment d'appartenance des habitants à leur territoire, et favorise leur implication dans la vie locale. Elles contribuent également au rayonnement international de la France, en mettant en avant la richesse et la diversité de son patrimoine culturel.

Ces cultures régionales doivent donc être valorisées et promues par les collectivités locales non pas comme un folklore mais comme une réalité.

Nous devons accompagner les collectivités locales dans la mise en place de programmes culturels dans les établissements scolaires et dans l'espace public. Dans les régions à forte spécificité, l'enseignement et la pratique des langues régionales doivent être au cœur des politiques culturelles.

HUMANISTE
EUROPÉEN
ÉCOLOGISTE
SOLIDAIRE
LIBRE

MOUVEMENT
DEMOCRATE